



AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT

No 100 /AONO/MINTP/CIPM-TERI/2025 DU 12 DEC 2025

EN PROCEDURE D'URGENCE POUR L'EXECUTION DES TRAVAUX D'ENTRETIEN DE LA SECTION DE LA ROUTE REGIONALE N° R0125 AVEC TRAITEMENT AUX PRODUITS INNOVANTS DES POINTS CRITIQUES : BAFIA-BIAKOA (47.1 KM) LOT1, ET BIAKOA - KORO - NTUI (33.6KM) LOT 2, DANS LA REGION DU CENTRE. FINANCEMENT : Budget d'Investissement du MINTP, - Exercices 2026, 2027 et 2028

1. Objet de l'Appel d'Offres

Dans le cadre de la campagne d'entretien des routes nationales et régionales pour le compte de l'exercice 2025, le Ministre des Travaux Publics, Maître d'Ouvrage, lance un Appel d'Offres National Ouvert (AONO) pour l'exécution des travaux d'entretien de la section de la route régionale n° R0125 avec traitement aux produits innovants des points critiques : Bafia-Biakoa (47.1 km) lot1, et Biakoa - Koro - Ntui (33.6km) lot 2, dans la Région du centre.

Les travaux sont constitués en deux (02) lots présentés comme suit :

N° Lots	Région	Tronçons	Linéaires Estimés (km)	Budgets Prévisionnels TTC (FCFA)	Délais (mois)
Lot 1	Centre	BAFIA-BIAKOA	47,1	599 035 526	09
Lot 2		BIAKOA – KORO – NTUI	33,6	469 330 713	09
Total			80,7	1 068 366 239	//

2. Consistance des travaux

Les travaux comprennent notamment :

Les travaux consisteront à la réhabilitation de la route concernée et les interventions devront se faire en trois étapes successives :

- 1^{ère} étape : le traitement des points critiques (y compris les travaux d'ouvrages d'art) ;
- 2^{ème} étape : la mise en forme de la plate-forme avec un accent particulier accordé à l'assainissement et le drainage ;
- 3^{ème} étape : le rechargement de la couche de roulement.

D'une manière générale, les tâches suivantes seront exécutées :

- **Les travaux préliminaires** concernent l'installation de chantier, l'amenée et le repli du matériel, la réalisation des études ainsi que l'élaboration du projet d'exécution et du plan de recollement ;
- **Le nettoyage et le terrassement** sont composés du débroussaillage, de déforestation, de l'abattage d'arbres, du déblai ordinaire mis en dépôt, du déblai mis en remblai, du remblai en graveleux latéritique provenant d'emprunt ;
- **La chaussée** consiste à réaliser les travaux de reprofilage compactage, la mise en forme de la couche de base en grave concassée 0/31,5 et la couche de roulement en enduit bicouche aux niveaux des voies d'accès au pont sur le Mbam et du traitement des points critiques en graveleux latéritique aux produits innovants.
- **L'assainissement et le drainage** sont composés du curage des buses, de la fourniture et pose des buses métalliques Ø800, la dépose de buse en béton ou métallique et de la construction des puisards et des têtes des buses métalliques Ø800.
- **Les ouvrages d'art** sont constitués de la construction de dalot et des têtes en béton armé de sections 1,5x1,00, 2x1,5 et 2x2x2,00 ainsi que le sommier et des autres ouvrages en béton armé dosé à 350kg/m³.

- La réhabilitation/remplacement de garde-corps et des poutres métalliques y/c l'application des peintures anti-rouille sur le pont de MELOKO ;
- Les divers sont constitués de la construction de barrière de pluie TYPE 1 et de la gestion desdites barrières de pluies.

3 Participation et origine

La participation est ouverte à égalité de conditions à toutes les entreprises catégorisées de droit Camerounais de la catégorie A, B et C dans le sous-secteur d'activité « Routes », installées au Cameroun.

4. Allotissement

Les Travaux sont subdivisés en deux lots présentés comme suit

N°	Région	Tronçons	Longueur estimée (km)	Délai (mois)	Type d'intervention
LOT1	Centre	BAFIA-BIAKOA	47,1	09	Entretien de route
LOT2	Centre	BIAKOA – KORO – NTUI	33,6	09	

5. Coût prévisionnel

Les coûts prévisionnels de l'opération à l'issue des études préalables sont de cinq cent quatre-vingt-dix-neuf millions trente-cinq mille cinq cent vingt-six (599 035 526) F CFA TTC pour le lot 1 et de quatre cent soixante-neuf millions trois cent trente mille sept cent treize (469 330 713) F CFA TTC pour le lot 2.

6 Délai prévisionnel d'exécution

Le délai global d'exécution des prestations est de neuf (09) mois pour chaque lot.

Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les prestations.

7. Financement

Les travaux objet du présent appel d'offres sont financés par le Budget d'Investissement du Ministère des Travaux Publics, - Exercices 2026, 2027 et 2028.

8. Mode de soumission

Le mode de soumission est : « **Exclusivement en ligne** ». Autrement dit, il n'est pas possible de soumissionner hors ligne pour cet Appel d'Offres.

9. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission, acquitté à la main, délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics dont la liste figure dans la pièce 14 du DAO dont le montant s'élève à **deux millions (2 000 000)** de Francs CFA pour le lot 1, **un million cinq cent mille (1 500 000)** de Francs CFA pour le lot 2 et valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres. L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

10. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier physique peut être consulté gratuitement à la **Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres**, située au 4ème étage du bâtiment A de l'immeuble siège abritant les Services Centraux du Ministère des Travaux Publics, sis à Etoudi dès publication du présent avis.

Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> sur le site internet de l'ARMP (www.arpmp.cm).

11. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

La version physique du dossier d'appel d'offres peut être obtenue dans les services du Maître d'Ouvrage, notamment à la Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, située au 4ème étage du bâtiment A de l'immeuble siège abritant les Services Centraux du Ministère des Travaux Publics, à Etoudi, dès publication du présent avis, contre versement d'une somme non remboursable des frais d'achat du DAO de deux cent mille (200 000) Francs CFA, payable au Trésor Public.

Il est également possible d'obtenir la version électronique du dossier par téléchargement gratuit aux adresses sus indiquées pour la version électronique. Toutefois, la soumission est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

Lors du retrait du Dossier d'Appel d'Offres, les entreprises devront se faire enregistrer, en indiquant leur adresse complète (Boîte postale, Numéros de téléphone, fax, Email...).

Cette quittance devra identifier l'acheteur comme représentant l'Entreprise désireuse de participer à l'Appel d'Offres.

12. Remise des offres

L'offre devra être transmise par le soumissionnaire par voie électronique via la plateforme COLEPS disponible à l'adresse <http://www.marchespublics.cm> ou <http://www.publiccontracts.cm>. Au plus tard le 22 JAN 2026 à 11 heures précises.

Par ailleurs, une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD devra parvenir sous plis fermés dans les délais impartis ci-dessus, au Ministère des Travaux Publics, Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, située au 4ème étage du bâtiment A de l'immeuble siège abritant les Services Centraux du Ministère des Travaux Publics, à Etoudi, et déposée contre récépissé. Ce pli devra porter la mention ;

100 « APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
No /AONO/MINTP/CIPM-TERI/2025 DU 22 /DEC /2025
**POUR L'EXECUTION DES TRAVAUX D'ENTRETIEN DE LA SECTION DE
LA ROUTE REGIONALE N° R0125 AVEC TRAITEMENT AUX PRODUITS
INNOVANTS DES POINTS CRITIQUES : BAFIA-BIAKOA (47.1 KM) LOT1,
ET BIAKOA - KORO - NTUI (33.6KM) LOT 2, DANS LA REGION DU
CENTRE. Financement : Budget d'Investissement du MINTP, - Exercices
2026, 2027, 2028**

(COPIE DE SAUVEGARDE, RECEPISSE CDEC ET ORIGINAL CAUTION DE SOUMISSION)

« A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement ».

Taille et format des fichiers :

Pour la soumission en ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour l'Offre Administrative ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;

- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

NB : Les soumissionnaires devront déposer dans le même délai à la Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, située au 4ème étage du bâtiment A de l'immeuble siège abritant les Services Centraux du Ministère des Travaux Publics sis à Etoudi, en plus de la copie de sauvegarde, l'accusé de réception du dépôt des offres sur la plateforme COLEPS, l'original de la caution de soumission et le récépissé de consignation de la Caisse des Dépôts et Consignations.

13. Recevabilité des plis

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- Les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de transmission ;
- Les plis non-conformes au mode de soumission.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission déliurée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours.

Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

14. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fait en un temps et aura lieu dans la salle de réunion de la Commission interne de passation des marches des travaux d'entretien et de réfection des infrastructures du MINTP, sise dans l'enceinte de l'immeuble siège abritant les Services Centraux du Ministère des Travaux Publics sis à Etoudi, le 22 JAN 2026 à 12 heures par la Commission Interne de Passation des Marchés des Travaux d'Entretien et de Réfection des Infrastructures (CIPM-TERI) du MINTP.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée même en cas de groupement d'entreprises.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux dispositions du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres.

Elles doivent dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis d'Appel d'Offres.

En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis, après un délai de 48 heures accordées par la Commission, l'offre sera rejetée.

15. Critères d'évaluation

15.1 Critères éliminatoires

Il s'agit notamment :

A : Dossier administratif incomplet ou non-conforme pour :

- Absence de la caution de soumission à l'ouverture des plis ;
- Non-production au-delà du délai de 48h après l'ouverture des plis ou constatation dûment notifiée au soumissionnaire concerné, d'une pièce administrative jugée non

conforme ou absente lors de l'ouverture des plis, (excepté la caution de soumission) ;

B : Offre Technique incomplète ou non conforme pour absence ou non-satisfaction de l'un des éléments/d'une des conditions ci-après

- a- Absence de l'attestation de visite des lieux signée sur l'honneur par le soumissionnaire ;
- b- Absence d'un conducteur des travaux ayant les qualifications suivantes :
 - Formation : BAC +5 en Génie Civil, inscrit à l'ordre professionnel (joindre l'attestation de son inscription à l'ordre professionnel) ;
 - Expériences Générale dans le BTP : 07 Ans
 - Expériences Spécifiques : Avoir assuré la fonction de Conducteur des Travaux ou Ingénieur routier (Terrassement) pour au moins un (01) projet de construction, de bitumage, de réhabilitation, de l'aménagement ou de l'entretien des routes ;
- c- Absence d'au moins une référence dans les travaux de construction, de bitumage, de réhabilitation, d'aménagement ou d'entretien de routes d'un montant supérieur ou égale à 300 000 000 F CFA (premières et dernières pages des marchés enregistrés, accompagnés des PV de réception provisoire ou définitive desdits marchés ou attestation de bonne fin) ;
- d- Non justification de la possession en propre ou en location d'un compacteur à rouleau vibrant ou à pneus, d'une citerne à eau de capacité minimale de 8 000 litres, de deux niveleuses et de deux camions bennes ;
- e- Absence d'une déclaration sur l'honneur de non abandon d'un chantier au cours des trois dernières années
- f- Absence d'une capacité financière d'un montant de cent trente-trois millions sept cent cinquante-quatre mille deux cinquante (133 754 250) de F CFA au moins, délivrée par la banque où est domicilié le compte du soumissionnaire ;
- g- la Non-satisfaction de tous les critères essentiels ;
- h- la charte d'intégrité datée et signée ;
- i- la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales ;

C- Offre financière incomplète pour absence ou non-conformité de l'une des pièces suivantes

- a- la soumission timbrée, datée et signée (voir modèle) ;
- b- le bordereau des prix unitaire (BPU) suivant le modèle avec indication des prix hors TVA en chiffres et en lettres paraphé à toutes les pages et signé à la dernière page ;
- c- le Devis Quantitatif et Estimatif daté, signé et cacheté, avec indication des montants hors TVA et Toutes Taxes Comprises ;
- d- les sous - détails des prix unitaire quantifié paraphé à toutes les pages (voir modèle).
- e- Omission d'un prix unitaire quantifié dans le BPU, le DQE et le Sous - détail des prix unitaires.

D : Fausse déclaration ou pièces falsifiées ou non authentique ou manœuvres frauduleuses

E : Non-conformité du mode de soumission

F : Absence de la copie de sauvegarde non compressée

G : Utilisation du certificat COLEPS d'une autre entreprise.

15.2. Critères essentiels

Chacun des critères essentiels est considéré valide comme suit :

- a) Personnel d'encadrement09/12 sous-critères ;
- b) Matériel à mobiliser18/23 sous-critères ;
- c) Références du soumissionnaire.....01/02 sous-critère ;
- d) Visite des lieux.....01/02 sous-critère

NB : Un agent public listé sans justificatif de sa libération de la Fonction Publique ne sera pas évalué.

16. Attribution

Le Maître d'Ouvrage attribue le marché au soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères de qualification technique et financière requises et dont l'offre est évaluée la moins-disante.

17. Durée de validité des offres

- a) Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant un délai de **quatre-vingt-dix (90) jours** à compter de la date limite fixée pour la remise des offres, délai au cours duquel l'Autorité Contractante avisera de son choix sur les entreprises retenues.
- b) Dans des circonstances exceptionnelles, avant l'expiration du délai initial de validité des offres, l'Autorité Contractante peut demander aux soumissionnaires de proroger la durée de validité pour une durée additionnelle déterminée. La demande et les réponses doivent être faites par écrit. Un Soumissionnaire peut refuser de proroger la validité de son offre. Le Soumissionnaire qui accepte de proroger la durée de validité de son offre ne peut la modifier.

18. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires d'ordre technique peuvent être obtenus auprès de la Direction des Contrats du Ministère des Travaux Publics à Yaoundé, située au 4ème étage du bâtiment A de l'immeuble siège abritant les Services Centraux du Ministère des Travaux Publics, sise à Etoudi ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>, ou tout autres moyens de communication électronique indiqué par le Maître d'Ouvrage (88 00 20 42).

19. Assistance technique

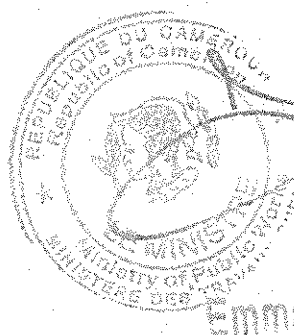
Pour obtenir une assistance technique, en cas de surveillance d'un problème lié à l'utilisation de la plateforme COLEPS, bien vouloir appeler aux numéros (+237) 222 238 155/222 235 669 ou écrire à l'adresse email dsi@minmap.cm au numéro 88 00 20 42.

20. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour tout acte de corruption, bien vouloir appeler ou envoyer un SMS au MINMAP aux numéros suivants : 673 20 57 25 / 699 37 07 48 au MINTP au numéro 88 00 20 42.

12 DEC 2025

Yaoundé, le _____



Emmanuel NGANOU D.



100

OPEN NATIONAL CALL FOR TENDERS

No. /AONO/MINTP/CIPM-TERI/2025 OF 15/2025

IN EMERGENCY PROCEDURE FOR THE EXECUTION OF MAINTENANCE WORKS ON THE FOLLOWING SECTIONS OF REGIONAL ROAD No. R0125, INCLUDING THE TREATMENT OF CRITICAL POINTS WITH INNOVATIVE PRODUCTS: BAFIA - BIAKOA (47.1 KM) LOT 1, AND BIAKOA - KORO - NTUI (33.6 KM) LOT 2, IN THE CENTRE REGION. FINANCING: MINTP Public Investment Budget: 2026, 2027 and 2028 Financial Years.

1. Subject of the Call for Tenders

As part of the national and regional road maintenance campaign for the 2025 financial year, the Minister of Public Works, Project Owner, hereby issues an Open National Call for Tenders (AONO) for the execution of maintenance works on the following sections of Regional Road No. R0125, including the treatment of critical points with innovative products: Bafia - Biakoa (47.1 km) lot1, and Biakoa - Koro - Ntui (33.6 km) lot 2, in the Centre Region.

The works shall be divided into two (2) lots presented as follows:

Lot No.	Region	Road Sections	Estimated Length (km)	Estimated Budget, Including Taxes (CFAF)	Time Frame (Months)
Lot 1	Centre	BAFIA - BIAKOA	47.1	599 035 526	9
Lot 2		BIAKOA - KORO - NTUI	33.6	469 330 713	9
Total		80.7	1,068,366,239	//	

2. Scope of Works

The works shall consist in the rehabilitation of the roads concerned and shall be carried out in three successive stages:

- Stage 1: treatment of critical points (including the construction of engineering structure);
- Stage 2: reshaping of the roadbed with special emphasis on the construction of sanitation and drainage structures;
- Stage 3: resurfacing of the wearing course.

Overall, the following tasks shall be carried out:

- **Preliminary work** includes site setup, bringing in and removing equipment, conducting studies, and preparing the execution plan and as-built drawings.
- **Clearing and earthmoving work** consists of brush clearing, deforestation, tree felling, ordinary excavated material placed in stockpiles, excavated material used as fill, and fill with lateritic gravel from borrowed sources.
- **Pavement construction** involves reprofiling and compaction, shaping the base course with 0/31.5 crushed gravel and the wearing course with a two-layer coating at the access roads to the bridge over the Mbam, and treating critical points with lateritic gravel using innovative products.
- **Sanitation and drainage work** consists of cleaning pipes, supplying and installing Ø800 metal pipes, removing concrete or metal pipes, and constructing sumps and Ø800 metal pipe heads.
- **Engineering structure works** consist of the construction of culverts and reinforced concrete heads with cross-sections of 1.5x1.00, 2x1.5 and 2x2x2.00, as well as the foundation and other reinforced concrete structures with a mix of 350kg/m³.

- **The rehabilitation/replacement** of guardrails and metal beams, including the application of anti-rust paints on the MELOKO bridge.
- **Miscellaneous works** consist of the construction of TYPE 1 rain gates and the management of the rain gates.

3- Eligibility

Participation is open on equal terms to all companies categorized under Cameroonian law in categories A, B and C within the "Roads" sub-sector, established in Cameroon.

4. Allotment

The works shall be divided into two lots as follows:

No.	Region	Road Sections	Estimated Length (Km)	Time Frame (Month s)	Type of Intervention
LOT 1	Centre	BAFIA - BIAKOA	47.1	9	Road maintenance
LOT 2	Centre	BIAKOA - KORO - NTUI	33.6	9	

5. Estimated Cost

The estimated cost of the operation at the end of preliminary studies is five hundred and ninety-nine million, thirty-five thousand, five hundred and twenty-six (599,035,526) CFA francs, including taxes, for lot 1 and four hundred and eight million, ninety-four thousand (408,094,000) CFA francs, including taxes, for lot 2.

6 Estimated Execution Time Frame

The overall execution time frame shall be nine (9) months for each lot.

This time frame shall take effect from the date of notification of the Order to Commence Service Delivery.

7. Financing

Works under this Call for Tenders shall be financed by MINTP Public Investment Budget, 2026, 2027 and 2028 Financial Years.

8. Bidding Method

Bids shall be submitted as follows: **"exclusively online"**. In other words, physical tender submission shall not be applicable under this Call for Tenders.

9. Bid Bond

Each tenderer must enclose with their administrative documents a bid bond, paid in hand, issued by a body or financial institution approved by the Minister in Charge of Finance to issue bonds as part of public contracts, the list of which appears in Document 14 of the Tender Documents, whose amount is **two million (2,000,000) CFA francs** for lot 1, **one million, five hundred thousand (1,500,000) CFA francs** for lot 2, and valid for up to thirty (30) days beyond the initial tender validity. The absence of a bid bond issued by a first-class bank or first-rate financial institution authorised by the Ministry in Charge of Finance to issue bonds as part of public contracts shall result in the outright rejection of the tender. A bid bond provided but having no connection with the consultation in question shall be deemed to be absent. A bid bond presented by a tenderer during the tender opening session shall be rejected.

10. Consultation of Tender Documents

Hard copies of Tender Documents may be consulted free of charge at the **Department of Contracts, Tenders Unit**, situated on the 4th floor of Block A at the headquarters building of the Ministry of Public Works in Etoudi, upon publication of this call for tenders.

Soft copies can also be consulted on the COLEPS platform online via <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>, or on the website of the PCRA (www.armp.cm).

11. Acquisition of Tender Documents

Hard copies of Tender Documents may be collected at the services of the Project Owner, precisely at the Department of Contracts, Tenders Unit, situated on the 4th floor of Block A at the headquarters building of the Ministry of Public Works in Etoudi, upon presentation of the receipt of payment into the Public Treasury of a non-refundable fee of two hundred thousand (200,000) CFA francs.

It is also possible to obtain the soft copies of Tender Documents by free download from the addresses indicated above. However, tendering shall be subject to the payment of the Tender Documents purchase fee.

Upon withdrawal of the Tender Documents, tenderers shall be registered by indicating their full contact information (PO Box, Telephone numbers, Fax, Email, etc.).

The aforementioned receipt must identify the payer as the representative of the contractor willing to participate in the Call for Tenders.

12. Submission of Tenders

Tenderers must upload their bids on the COLEPS platform via <http://www.marchespublics.cm> or <http://www.publiccontracts.cm>, no later than 27 JAN 2026 at 11 a.m. prompt.

Besides, a backup copy of the bid, saved in a CD, DVD or USB drive, shall be submitted as a sealed file within the deadline set against a receipt at the Ministry of Public Works, Department of Contracts, Tenders Unit, located on the 4th floor of Block A at the headquarters building of the Ministry of Public Works in Etoudi. The sealed envelope must bear the following:

100 "OPEN NATIONAL CALL FOR TENDERS
No. /AONO/MINTP/CIPM-TERI/2025 OF 17 DEC 2025
**FOR THE EXECUTION OF MAINTENANCE WORKS ON THE FOLLOWING
SECTIONS OF REGIONAL ROAD No. R0125, INCLUDING THE
TREATMENT OF CRITICAL POINTS WITH STABILISING PRODUCTS:
BAFIA - BIAKOA (47.1 KM) LOT 1, AND BIAKOA - KORO - NTUI (33.6 KM)
LOT 2, IN THE CENTRE REGION. Funding: MINTP Public Investment
Budget, 2026, 2027 and 2028 Financial Years.**

(BACKUP COPY, RECEIPT FROM CDEC AND ORIGINAL BID BOND)

To be opened only at the bid opening session."

File Size and Format

For online tendering, the maximum size of the documents to be uploaded on the platform and constitute the bidder's offer shall be as follows:

- 5 MB for the Administrative Offer;
- 15 MB for the Technical Offer;
- 5 MB for the Financial Offer.

Accepted formats include:

- PDF for text documents;
- JPEG for pictures.

Candidates shall endeavour to use compression software to reduce the size of the files to be forwarded.

NOTE: Tender Documents must be submitted within the same deadline at the Department of Contracts, Tenders Unit, situated on the 4th floor of Block A at the headquarters building of the Ministry of Public Works in Etoudi. In addition to the backup copy, acknowledgement of receipt of bid submission on the COLEPS platform, the original bid bond and the deposit receipt from the Deposits and Consignments Fund.

13. Bid Admissibility

The Project Owner shall reject:

- Bids received after the tender submission deadline;
- Bids not complying with the bidding method.

Any bid deemed incomplete, as per the requirements of the Tender Documents shall be rejected. Particularly in the case of an absent or non-compliant bid bond issued by a body or financial institution approved by the Minister in Charge of Finance to issue bonds as part of public contracts, or failure to comply with the models of the Tender Documents, will result in the outright rejection of the tender without any recourse.

A bid bond provided but having no connection with the consultation in question shall be deemed to be absent. A bid bond presented by a tenderer during the tender opening session shall be rejected.

14. Opening of Tenders

Tenders shall be opened at once in the meeting room of the **MINTP's Internal Tenders Board for Infrastructure Maintenance and Repair Works**, located in the premises at the headquarters building of the Ministry of Public Works in Etoudi, on 12 JAN 2016 at noon by the **MINTP's Internal Tenders Board for Infrastructure Maintenance and Repair Works**.

Only tenderers may attend the opening session or have themselves represented by one duly mandated person of their choice, even in the event of a consortium.

Lest they be rejected, shall be submitted only the originals or true copies of the relevant administrative documents, certified by the issuing service, or a competent administrative authority, in keeping with the requirements of the Special Tenders Regulation.

These must date no more than three (3) months, or must have been established after the date of signature of the Call for Tenders.

In the event of the absence or non-compliance of a document in the administrative file during the tender-opening session, after a 48-hours period allowed by the Tenders Board, the bid shall be rejected.

15. Evaluation Criteria

15.1 Eliminary Criteria

These include:

A: Incomplete or non-compliant administrative file due to:

- a. Absence of the stamped at the opening of bids;
- b. Failure to submit, after the 48-hour extension following the opening of tenders, a document deemed non-compliant or missing from the administrative file (except for the bid bond).

B: Incomplete or non-compliant technical offer due to the absence or non-fulfilment of one of the following criteria/conditions:

- a- Absence of the attestation of site visit formally signed by the tenderer;
- b- Absence of a works foreman with the following qualifications:
- c- Educational background: GCE A/L + 5 in Civil Engineering, enrolled into the

- professional order (enclose proof of registration with the professional order);
- d- General Experience in the building and public works sector 7 years;
 - e- Specific Experience: Having worked as a Works Foreman or Road Engineer (Earthworks) on at least one (1) project concerning road construction, pavement, rehabilitation, development or maintenance;
 - f- Absence of at least one reference for the construction, pavement, rehabilitation, development or maintenance of paved roads for an amount equal to or greater than 300,000,000 CFA francs (first and last pages of registered contracts, along with the provisional or final acceptance report for the said contracts or attestation of proper completion);
 - g- Absence of proof to the ownership or rental of a vibrating roller compactor or tyre compactor, a water tanker with a minimum capacity of 8,000 litres, two graders and two dump trucks;
 - h- Absence of a formal declaration to prove the tenderer did not abandon works on a construction site in the last three years;
 - i- Absence of a financing capacity of at least one hundred and thirty-three million, seven hundred and fifty-four thousand, two hundred and fifty (133,754,250) CFA francs, issued by the bank where the bidder's account is domiciled;
 - j- Failure to comply with all the essential criteria.
 - k- The dated and signed integrity charter;
 - l- The statement of commitment to comply with environmental terms and conditions;

C- Incomplete financial offer due to the absence or non-compliance of one of the following documents:

- a- Absence of the stamped, signed and dated bid (see model);
- b- The Unit Price Schedule (UPS) compliant with the model indicating the prices exclusive of VAT in figures and in words, initialled on every page and signed on the final page;
- c- Dated, signed and stamped Bill of Quantities (BOQ), indicating the amounts exclusive of VAT and inclusive of taxes;
- d- The breakdown of quantified unit prices initialled on all pages (see model).
- e- Absence of a unit price in BPU, DQE and the unit price sub-detail.

D: False declaration; forged or unauthentic documents or fraud

E: Non-compliance with the bidding method

F: Absence of the uncompressed backup copy

G: Use of another company's COLEPS certificate

15.2. Essential Criteria

Each of the essential criteria shall be deemed valid as follows:

- a) Supervisory staff9/12 sub-criteria;
- b) Equipment to be mobilised.....18/23 sub-criteria;
- c) Tenderer's references.....1/2 sub-criterion;
- d) Site visit.....1/2 sub-criterion.

NOTE: A state employee without justification of their availability shall not be evaluated.

16. Contract Award

The Project Owner shall award the contract to the lowest bidder meeting the required technical and financial qualification criteria.

17. Tender Validity

- a) Tenderers shall be bound by their tenders for a period of **ninety (90) days** with effect from the tender submission deadline during which, the Contracting Authority shall notify the successful contractors.
- b) In exceptional cases, before expiration of the initial tender validity, the Contracting Authority can request tenderers to extend this validity of tenders to an additional specified period. Requests and responses must be made in writing. A bidder may

refuse to extend their tender validity. Bidders who agree to extend the validity of their bid shall not modify it.

18. Further Information

Further technical information may be obtained at the Department of Contracts of the Ministry of Public Works in Yaounde, situated on the 4th floor of Block A at the headquarters building of the Ministry of Public Works in Etoudi, or on the COLEPS platform online via <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>, or any other electronic means of communication indicated by the Project Owner (88 00 20 42).

19. Technical Assistance

For technical assistance, in the event of a problem related to the use of the COLEPS platform, please call (+237) 222 238 155 / 222 235 235 669 or write to the following email address: dsi@minmap.cm and also call 88 00 20 42.

20. Fight Against Corruption and Malpractice

In the event of any corrupt practices, please call or send an SMS to MINMAP on the following numbers: 673 20 57 25 / 699 37 07 48, or to MINTP on 88 00 20 42.

12 DEC 2025

Yaounde, _____



Manuel NGANOU D,